
◀ **Communiqué de la fédération SUD éducation** ▶

Rencontre avec Delevoye : SUD éducation dénonce les manœuvres d'enfumage du gouvernement sur les retraites

SUD éducation s'est rendue à une réunion le mercredi 23 octobre « dans le cadre de la préparation de la réforme des retraites ». Il s'agissait bel et bien d'une mascarade, le gouvernement par la voix de M. Delevoye nous indiquant d'emblée que l'objet de la réunion était d'expliquer aux organisations syndicales son projet de réforme des retraites.

Après un tour de table où SUD a confirmé qu'il serait bien dans la rue le 5 décembre, Delevoye a commencé par préciser qu'il s'agissait de mettre en place « un système universel de retraites » et non d'« une réforme ». Puis il a indiqué que la loi serait votée en 2020 mais ne rentrerait en vigueur qu'en 2025, ce qui traduit bien la fébrilité du gouvernement sur ce sujet. Une « longue et douce transition est prévue sur 15 ou 20 ans ».

Delevoye n'a absolument pas répondu aux inquiétudes de SUD éducation. Le ministre s'est montré en effet encore plus flou que dans son rapport. Pour rassurer les syndicats, son discours s'est réduit à demander de lui faire confiance et indiquer qu'après le vote de la loi, tout s'éclairera. En d'autres termes, il s'inquiète du processus de mobilisation. Il a également affirmé qu'il y aurait des ajustements.

Pour Delevoye, le point ne peut pas baisser car il est lié au salaire qui ne peut pas baisser.

Il y aurait une possibilité de correction après le vote de la loi avec la mise en place d'un système de médiation pour rectifier les éventuelles injustices. Cette réponse ne règle rien : en cas de crise, les capitalistes n'hésiteront pas un instant à faire baisser les salaires. Qui plus est, si les salaires augmentent moins vite que l'inflation, les pensionné-e-s y perdront beaucoup. Enfin, une simple loi permettrait de faire baisser la valeur du point.

Le Haut-commissaire aux Retraites a enfin indiqué qu'il ne maîtrise aucun des contours de son projet : il a confirmé qu'il est incapable de produire des simulations individuelles, les renvoyant à un an après le vote de la loi. Il a ajouté que les impacts négatifs de la loi ne seraient visibles que dans 10 ans (c'est-à-dire à l'application pleine et entière du dispositif).

Il s'agit bel et bien d'un projet au service des capitalistes et des fonds de pension, qui vise à nous faire travailler plus longtemps pour des pensions plus faibles. C'est inacceptable, et les manœuvres d'enfumage du gouvernement sont vaines.

Nous revendiquons :

- **une augmentation générale des salaires et des pensions ;**
- **une pension calculée sur les 75 % du dernier meilleur indice dans la fonction publique ;**
- **un âge de départ à la retraite après 37,5 annuités au maximum, et la prise en compte effective des conditions de travail dans l'âge de départ ;**
- **une retraite égale dans les faits pour les hommes et les femmes.**

POUR GAGNER, CONSTRUISONS L'AFFRONTMENT

Chacun-e sait qu'une journée de grève ne suffira pas à faire plier le gouvernement. Il s'agit dès à présent de construire un mouvement de grève reconductible et interprofessionnel d'ampleur.

Pour cela :

- **dès à présent déposons des heures d'informations syndicales et des RIS, multiplions les tournées pour construire la mobilisation et nous préparer à reconduire, de manière unitaire avec les différentes organisations syndicales ;**
- **dès le 5 décembre, dans les écoles et établissements, dans les villes et les départements, organisons des assemblées générales massives qui votent la reconduction de la grève pour le 6 décembre et les jours suivants ;**
- **Dans le premier degré, nous appelons les personnels à déposer des déclarations d'intention de grève sur plusieurs jours ;**

SUD éducation a déposé un préavis de grève reconductible couvrant les personnels grévistes pour toute la période qui suit le 5 décembre.